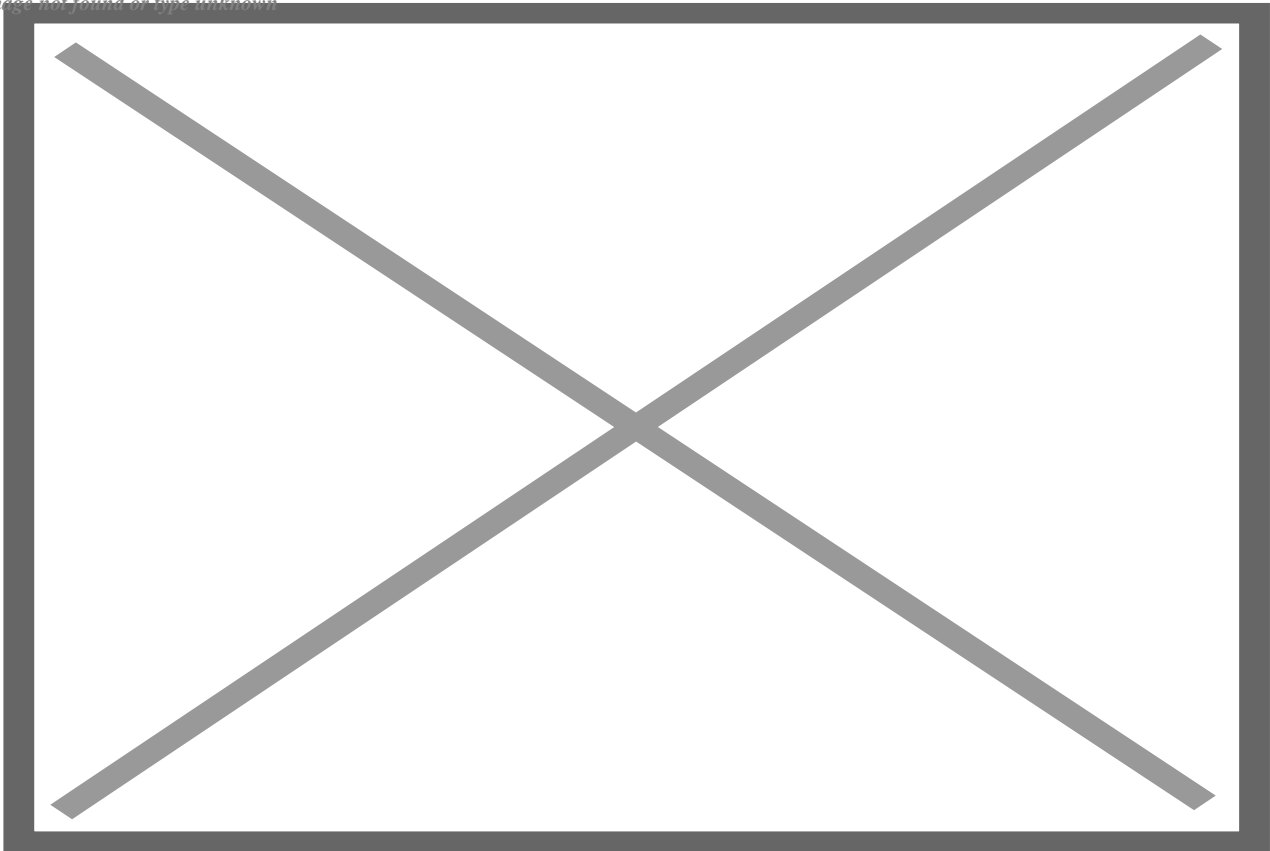


Colombie : on informe la Cour Pénale Internationale sur le paramilitarisme dans ce pays

Image not found or type unknown



Bogotá, 8 JUIN (RHC) Le sénateur du Pôle Patriotique Iván Cepeda et des groupes de défense des droits humains ont rendu compte aujourd'hui à la Cour Pénale Internationale de l'augmentation du paramilitarisme urbain pendant la grève en Colombie.

Cepeda et les organisations Temblores, Campagne pour Défendre la Liberté: une Question de Toutes, Marche Patriotique, le Congrès des Peuples et d'autres, ont remis un deuxième rapport sur la situation des crimes contre l'humanité commis dans le cadre de la grève nationale.

Le rapport dénonce 3 825 violations des droits humains, entre le 28 avril, date du début des mobilisations antigouvernementales, et le 2 juin.

Il met également en garde contre 229 nouveaux incidents violents qui ont eu lieu du 11 mai à ce jour, provoquant 1 271 nouvelles victimes.

Le document précise des chiffres récents et de nouveaux cas de meurtres, de viols et d'agressions sexuelles, de torture et d'autres actes inhumains, de privation grave de liberté; le paramilitarisme urbain comme nouveau modus operandi contre la protestation sociale.

De même, il révèle des preuves d'attaques armées menées par des civils en présence de la police et de l'armée, dans les villes de Cali, Popayán, Pereira, Tuluá, Yumbo et Bucaramanga.

Il souligne que, face à ces faits, les plaignants mettent en garde contre le silence et l'absence de condamnation publique de la part du président Iván Duque et des supérieurs hiérarchiques du gouvernement.

Tout cela génère un climat qui a permis que ces actions se reproduisent dans différentes villes du pays, sans aucun type de contrôle ou de limitation, indique le rapport.

Cepeda et les organisations demandent au Parquet de la CPI d'analyser l'inaction de l'Etat et le manque d'efficacité et d'indépendance du système judiciaire, de contrôle et de garantie des droits humains.

Ils ont spécifiquement fait référence aux « actions partiales du bureau du Procureur Général de la nation ; l'acte d'impunité du procureur Francisco Barbosa et l'omission du médiateur ».

Ils font également allusion au manque de volonté de l'État colombien de traduire en justice les principaux responsables.

Le 13 mai, Cepeda et des organisations de défense des droits humains ont dénoncé devant la Cour pénale internationale et les Nations Unies les crimes contre l'humanité commis par la police et l'armée lors des manifestations en Colombie et ils ont appelé à l'intervention de la CPI pour faire connaître ces crimes.

Ils ont souligné que l'État colombien n'a pas la volonté de mener les enquêtes dans la Commission d'Accusation de la Chambre du Congrès (bicaméral) et d'autres organisations, en raison de l'abus excessif du pouvoir du gouvernement dirigé par le président Iván Duque.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/259929-colombie-on-informe-la-cour-penale-internationale-sur-le-paramilitarisme-dans-ce-pays>



Radio Habana Cuba